

Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)
Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)
Mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)
RÉVISION DE DESCRIPTIF DE PROJET¹

Titre du projet : Appui au processus de réconciliation nationale pour une paix durable en RCA	Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU : Programme des Nations pour le Développement (PNUD)
Personne à contacter concernant le projet : M. Aboubacar Koulibaly, Directeur Pays PNUD – RCA Avenue de l'indépendance Téléphone : +236 75 50 12 47 E-mail : aboubacar.koulibaly@undp.org	Nouvelle(s) entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU : Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire : <ul style="list-style-type: none"> - Ministère des Affaires sociales et de la réconciliation nationale - MINUSCA - Société civile & médias - ONG nationales et Internationales - Autres agences des Nations Unies
Numéro de projet du Bureau des fonds d'affectation spéciale multipartenaires (MPTF) : 00093169	Site du projet : République Centrafricaine (RCA)
Description du projet : Le projet vise à fournir aux acteurs nationaux, un accompagnement technique et financier en vue de rétablir la cohésion sociale et, à moyen terme, faciliter le processus de réconciliation nationale pour une paix durable en République Centrafricaine. Dans cette perspective, le projet met l'accent sur la promotion de la médiation inter/intra-communautaire pour réduire la violence, apaiser les tensions et amorcer un dialogue inter-centrafricain pour une réconciliation nationale et une paix durables par la mise en place d'un réseau de médiateurs et des Comités locaux de paix et de dialogue, ainsi que la mise en place d'une structure nationale pérenne de médiation et de dialogue composée de leaders de divers horizons, politiques, traditionnels, religieux, y compris les femmes et les jeunes leaders issus de la société civile. Afin d'élargir et pérenniser son impact, le projet vise à renforcer ses actions auprès des acteurs étatiques	Budget d'origine approuvé : <u>US\$ 4 757 400</u> Fonds pour la consolidation de la paix : US\$ 3 533 759,95 Budget supplémentaire demandé : <u>US\$ 0</u> Contribution supplémentaire du Gouvernement : <u>US\$ 0</u> Autres contributions supplémentaires : BPPS US\$ 560 000 UNDP Trac 1.1 : US\$ 400 000 Augmentation totale du budget du projet : <u>US\$ 0</u> Date de démarrage du projet : Décembre 2014 Date initiale d'achèvement du projet : Avril 2017

¹ Utiliser ce formulaire UNIQUEMENT dans le cas i) d'une augmentation du budget du projet ; ou ii) d'un changement significatif concernant l'étendue ou les résultats visés du projet.

Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif;
Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.
Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.
Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.





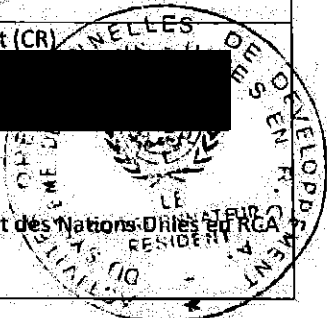
Domaine de résultat du Fonds² résumant au mieux l'objectif du projet :
 Domaine prioritaire no. 2 du Fonds de consolidation de la paix, à savoir promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits et (2.1) la Réconciliation nationale
Résultat: La coexistence et la résolution pacifiques des conflits sont promus et la cohésion nationale rétablie.

Résultats du projet :

Résultat stratégique 6 : Le Gouvernement et les institutions nationales disposent des capacités nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie globale de réconciliation nationale et de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation.

- **Produit 6.1 :** La Stratégie globale de réconciliation nationale et les recommandations du FNB sont déclinées en plan d'action pluriannuel ;
- **Produit 6.2 :** Les capacités techniques et opérationnelles du Ministère en charge de la Réconciliation sont renforcées ;
- **Produit 6.3 :** Un plan de communication et de sensibilisation à la paix et à la réconciliation est élaboré et mis en œuvre ;
- **Produit 6.4 :** Les structures et mécanismes relatifs à l'architecture de paix (plateforme nationale, régionale et structure locale) sont mis en place et rendus fonctionnels dans les zones cibles du projet ;
- **Produit 6.5 :** La RCA bénéficie de l'accompagnement nécessaire à la préparation et à la tenue des consultations locales visant à installer la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation ;

(Pour les projets financés par l'IRF)*

Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUNO) M. Aboubacar KOULIBALY  Directeur pays, PNUD-RCA Date et cachet	Représentant des autorités nationales M. Felix MOLOUA  Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale Date et cachet
Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) M. Oscar FERNANDEZ-TARANCO  Assistant Secrétaire-Général pour la Consolidation de la Paix - Peacebuilding Support Office, NY Date et cachet	Coordonnateur Résident (CR) Mme Najat ROCHDI  Coordonnateur Résident des Nations Unies en RCA  Date et cachet

² PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122 et tel que mandaté par le Secrétaire général dans ses Sept engagements du Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix.

³ Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/administration locale ; (4.3)

Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

⁴ Inclure un espace de signature pour chaque RUNO recevant des fonds dans ce projet IRF.

Table des matières :

Longueur maximale : 15 pages

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification de l'appui du Fonds

a) *Changements relatifs au contexte de consolidation de la paix*

- b) Changements relatifs au contexte de consolidation de la paix
- c) Justification et impact de la révision de ce projet.

II. Objectif de l'appui du Fonds et mise en œuvre proposée

- a) Nouveaux résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement
- b) Budget révisé
- c) Capacité des nouvelles entités récipiendaires de l'ONU et des nouveaux partenaires d'exécution

III. Gestion et coordination

- a) Gestion du projet
- b) Gestion des risques
- c) Suivi et évaluation
- d) Dispositions administratives (langage normalisé)

COMPOSANTES DU PROJET :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification de l'appui du Fonds

a) Changements relatifs au contexte de consolidation de la paix :

La République Centrafricaine (RCA) connaît depuis plus de deux décennies des crises récurrentes qui ont contribué à l'affaiblissement des capacités de l'Etat, à la destruction du tissu social et économique, et à l'extrême pauvreté des populations tant en milieu rural qu'urbain. La mauvaise gouvernance, la politisation des Forces de Défense et de Sécurité, la faiblesse des institutions, la dégradation des infrastructures sociales et économiques (routes, ponts, énergie et télécommunications), ajoutées à l'inégale répartition des ressources et actions de développement dans les régions, ont créé un sentiment d'exclusion et de marginalisation fortement ressenti et exprimé, souvent de manière violente par les populations. La crise récente, la plus dévastatrice de par l'ampleur des violences, est la résultante d'une accumulation de frustrations sur les plans politique, économique et social, liées au non-respect des accords et engagements pris lors des processus de dialogue précédents.

Néanmoins, la RCA est arrivée à un tournant de son histoire. Avec la réduction des violences de masse, l'achèvement de la période de transition et l'élection pacifique d'un gouvernement démocratique, la RCA a une fenêtre d'opportunité pour consolider et renforcer la paix dans le pays. Le président Touadéra a reçu le mandat des Centrafricains et le soutien de la communauté internationale pour tourner la page et amorcer la stabilisation du pays. Les questions de longue date de la marginalisation et les griefs légitimes des citoyens doivent être abordées au moyen de processus de dialogue inclusifs qui favorisent la réconciliation et renforcent la confiance entre les dirigeants élus et les citoyens qu'ils représentent.

Dans ce contexte, le gouvernement centrafricain a développé son Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) qui définit les priorités nationales en termes de consolidation de la paix. Cet instrument définit, au plus haut niveau politique, les priorités clés du gouvernement pour consolider la paix et la stabilité en RCA à travers ses trois piliers : (i) Restaurer la paix, la sécurité et la réconciliation ; (ii) renouveler le Contrat Social entre l'Etat et la population ; (iii) promouvoir le relèvement économique et la relance des secteurs productifs.

Après ces progrès politiques importants et l'amélioration des conditions de sécurité dans le pays, la mise en œuvre du RCPCA est désormais la priorité du Gouvernement. A cet égard, le RCPCA a été présenté à la Conférence des Donateurs de Bruxelles afin de recevoir un véritable soutien de la communauté internationale et de la société civile. De plus, le gouvernement centrafricain a également établi un partenariat avec la communauté internationale à travers le Cadre d'Engagement Mutuel (CEM-RCA) afin de dialoguer sur les priorités politiques et sécuritaires du pays.

La réalisation des priorités de consolidation de la paix contenue dans le RCPCA constitue un objectif essentiel pour les autorités et l'ensemble de la classe politique, dans la mesure où cela permettra la stabilisation à court terme et de jeter les bases pour un développement durable en RCA à plus long terme.

b) Justification et impact de la révision de ce projet :

Initié en Décembre 2014, le projet d'Appui au processus de réconciliation nationale en RCA visait à fournir aux acteurs centrafricains un accompagnement technique et financier en vue de rétablir la

cohésion sociale et, à moyen terme, de faciliter le processus de réconciliation nationale dans ce pays d'Afrique centrale secoué par des crises politiques et militaires récurrentes.

Dans cette perspective, le projet a mis l'accent sur l'accompagnement du processus politique démarré en juillet 2014 avec la signature de l'accord de cessation des hostilités de Brazzaville, la promotion de la médiation inter/intra-communautaire pour réduire la violence et la création d'une architecture de paix à même de prévenir les conflits en RCA. Afin d'élargir son impact, le projet a fait l'objet d'une révision en octobre 2015 pour y intégrer une composante relative à l'accompagnement des acteurs et partis politiques pour la tenue d'élections apaisées (présidentielle et législatives).

A présent, l'évolution du contexte social et politique du pays nécessite un réajustement des objectifs stratégiques du projet pour une meilleure prise en compte des dynamiques actuelles. Au terme d'un processus électoral ouvert et apaisé, la RCA s'est dotée d'un nouveau président de la République en la personne du Pr Faustin Archange Touadéra et d'une nouvelle assemblée nationale. Afin de mobiliser les ressources nécessaires à la stabilisation du pays et à la relance économique, le gouvernement de la Centrafrique – avec l'appui de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des Nations Unies – a élaboré le RCPCA qui a été présenté lors de la conférence de donateurs à Bruxelles, en novembre 2016.

Sur la base des objectifs stratégiques identifiés dans le pilier I du RCPCA, le projet *d'Appui au processus de réconciliation nationale* propose de réorienter ses activités afin de répondre aux priorités nationales de réconciliation définies dans le RCPCA. Les résultats atteints par le projet contribuent déjà à la réalisation de ces priorités. Notamment, les efforts de la mise en place d'une Commission de Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation et d'une architecture de paix à tous les niveaux. Néanmoins, cela nécessite non seulement d'être consolidé mais aussi de renforcer les capacités institutionnelles afin de pérenniser les acquis du projet. En effet, dans le contexte actuel, lourd d'attentes vis-à-vis de la mise en œuvre du RCPCA, les capacités des acteurs nationaux à cette tâche sera déterminante dans la stabilisation de la RCA.

II. Objectif de l'appui du Fonds et mise en œuvre proposée

a) Nouveaux résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement :

La présente révision de projet vise à consolider les acquis du projet à travers le renforcement des capacités institutionnelles pour répondre aux priorités nationales de réconciliation définies dans le RCPCA. Ce changement se traduit par l'adjonction d'un nouveau résultat stratégique au projet :

- **Résultat stratégique 6 :** le Gouvernement dispose des capacités nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie globale de réconciliation nationale et de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation.

Théorie du changement : *Si les acteurs étatiques sont mieux outillés au plan technique et organisationnel et s'ils sont en mesure de veiller à une participation sociale inclusive à travers un suivi opérationnel efficace de la mise en place de la CVJRR, alors ils seront capables d'assurer la réalisation et le soutien des efforts de réconciliation nationale et de stabilisation communautaire en RCA.*

Le projet renforcera les capacités du Gouvernement pour améliorer la mise en œuvre de la Stratégie globale de réconciliation nationale et préparer la création de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation. Il soutiendra le développement d'un Plan d'action triennal et appuiera les études et consultations nécessaires à la réalisation des ambitions de la CVJRR dans le cadre de la réconciliation nationale. Aussi, le projet contribuera à accroître la transparence et la communication sur le processus de réconciliation, renforcer la confiance du public dans les institutions démocratiques naissantes, et enfin créer un environnement favorable pour la stabilisation de la RCA.

b) Budget révisé

Résultat/numéro du produit	Nom du produit	RUNO(s)	Produit du budget	Commentaires (c.à.d. sur la justification concernant les types d'apports fournis ou le budget)
Résultat 6 : le Gouvernement dispose des capacités nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie globale de réconciliation nationale et de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation.				
Produit 6.1	La Stratégie globale de réconciliation nationale et les Recommandations du Forum National de Bangui sont déclinées en plan d'actions pluriannuels ;	PNUD	US\$ 20 413.00	Mise à disposition d'expertise technique pour l'élaboration du plan d'action triennal ;
Produit 6.2	Les capacités techniques et opérationnelles du Ministère en charge de la Réconciliation sont renforcées ;	PNUD	US\$ 30 452.81	Organisations de formations (médiation ; facilitation de dialogue, M&E) ; fourniture en moyens logistiques et mobilier pour les directions régionales
Produit 6.3	Un plan de communication et de sensibilisation à la paix et la réconciliation est élaboré et mis en œuvre ;	PNUD	US\$ 77 916.00	Mise à disposition d'expertise pour élaboration du plan de communication et financement de la mise en œuvre du plan (notamment sensibilisations de masses, production de programmes radiophoniques, séminaires d'information avec OSC et acteurs nationaux)
Produit 6.4	Les structures et mécanismes relatifs à l'architecture de paix (plateforme nationale, régionale et structure locale) sont mises en place et rendues fonctionnelles dans les zones les zones-cibles du projet ;	PNUD	US\$ 272 750.00	Mise en place et redynamisation de comités de paix, formation des membres et création des plateformes locales/sous-prélectorales
Produit 6.5	La RCA bénéficie de l'accompagnement nécessaire à la préparation et à la tenue des consultations locales visant à installer la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation(CVJRR) ;	PNUD	US\$ 189 854.88	Recrutement de l'expertise internationale et nationale ; financement des consultations locales

Total		US\$ 591 386.69	
-------	--	--------------------	--

Tableau 2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO

PROJET DE BUDGET PBI - RUNO I (UNDP)			
Catégories de dépense	Budget d'origine (USD)	Augmentation proposée (USD)	Nouveau budget proposé (USD)
1. Personnel et autres employés	762 510,28	0	762 510,28
2. Fournitures, produits de base, matériels	850 424,01	0	850 424,01
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	230 600	0	230 600
4. Services contractuels	1 016 376,6	0	1 016 376,6
5. Frais de déplacement	304 928,22	0	304 928,22
6. Transferts et subventions aux homologues	125 000	0	125 000
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	5 000	0	5 000
Sous-total	3 294 839,11	0	3 294 839,11
8. Coûts indirects (7%)*	238 920,71	0	238 920,71
TOTAL	3 533 759,82	0	3 533 759,82

* Un taux de 7% de GMS est appliqué à l'augmentation budgétaire sollicitée conformément aux directives de l'organisation.

c) Capacité des nouvelles entités récipiendaires de l'ONU et des nouveaux partenaires d'exécution :

III. Gestion et coordination

- a) **Gestion du projet :** Bien qu'exécuté suivant la modalité d'exécution directe (DIM) par le PNUD, les activités du projet pour lesquelles des partenaires présentent des avantages comparatifs seront exécutées par ceux-ci.
- b) **Gestion des risques :** Les nouveaux risques identifiés sont décrits dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 – Matrice de gestion des risques

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Un changement de gouvernement un an après la prise de fonction du Président	Faible	Moyen	Engager des discussions avec les nouveaux responsables pour continuer la mise en œuvre du projet
Les actions menées par les différentes composantes du GoCAR ne sont pas suffisamment coordonnées ou ne s'alignent pas sur la Stratégie globale de réconciliation	Haute	Haut	Engager/maintenir le plaidoyer pour la mise en place d'un cadre de coordination nationale visant à renforcer la cohérence du processus de réconciliation et des interventions
La duplication des interventions par les autres partenaires ou intervenants de terrain	Moyen	Moyen	Maintien des discussions avec les partenaires et mise en place d'un cadre de coordination
La reprise des affrontements entre les groupes armés	Moyen	Haut	Engager un plaidoyer en direction des leaders des groupes concernés. Suspendre les activités du projet et plaidoyer pour la sécurisation des localités les plus affectées
La mise en œuvre du projet hors de Bangui peut être affectée par les difficultés d'accès, l'absence de l'État et l'insécurité.	Haute	Haut	Initier les activités avec des partenaires implantés dans les zones concernées et bénéficiant et entretenant des relations apaisées avec les groupes armés et les populations
Le manque d'adhésion au processus de réconciliation des acteurs politiques et de la société civile	Moyen	Haut	En relation avec les autres partenaires de la RCA, engager le plaidoyer pour s'assurer de leur adhésion au processus et encourager le GoCAR à maintenir un processus inclusif
Les populations, les autorités locales, les femmes et les leaders de jeunesse et communautaires ne se sentent pas suffisamment impliqués dans le processus	Faible	Faible	Instaurer un dialogue permanent et intensifier le plaidoyer sur le bien-fondé du processus à travers des activités d'information et de communication

de réconciliation			
La présence gouvernementale contestée dans des zones de mise en œuvre du projet	Moyenne	Moyen	Engager les partenaires autres que la partie nationale pour poursuivre les activités du projet là où les conditions le permettent.
Les divergences de point de vue entre l'approche de réconciliation entre le Gouvernement, la société civile et les acteurs politiques	Moyen	Moyen	Engager un plaidoyer et faciliter les discussions entre acteurs gouvernementaux et politiques.

c) Suivi et évaluation :

L'équipe de gestion du projet a la charge du suivi et de son évaluation. Toutefois, elle opérera désormais en étroite collaboration avec l'Unité de coordination des projets financée par le PBF et rattachée au bureau du Coordonnateur résident.

Les visites de suivi sur le terrain seront régulièrement réalisées et des rapports narratifs et financiers soumis, comme prévu dans le document de projet initial et en conformité avec les procédures du PNUD.

Les outils mandataires de suivi du PBF seront utilisés, à savoir :

- Les rapports trimestriels ;
- Un rapport semestriel à communiquer au 15 juin
- Un rapport annuel à communiquer au 15 novembre
- Les rapports semestriels, dont un rapport annuel incluant un rapport financier ;
- Une évaluation indépendante, dont les coûts sont intégrés dans le budget, sera menée 2 (deux) mois avant la fin du projet.

d) Dispositions administratives (langage normalisé) :

Le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (MPTF) du PNUD fait office d'Agent administratif (AA) du Fonds pour la consolidation de la paix, et est chargé, à ce titre, de recevoir les contributions des donateurs, d'assurer les transferts de fonds des entités des Nations Unies bénéficiaires, ainsi que de la consolidation des rapports narratifs et financiers et de la présentation de l'ensemble aux donateurs liés au PBSO et au Fonds. En tant qu'Agent administratif, le MPTF transfère les fonds aux entités des Nations Unies bénéficiaires sur la base du Mémoire d'accord signé par chaque entité et par le MPTF.

Fonctions de l'Agent administratif

Au nom des organisations participantes, et conformément au « Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds » (2008)⁵ (Protocole relatif à l'Agent administratif des Fonds d'affectation spéciale pluridonateurs et des Programmes conjoints, et du Fonds du programme des Nations Unies « Unis dans l'action ») – protocole approuvé par le

⁵ Disponible à l'adresse suivante : <http://www.undg.org/docs/9885/Protocol-on-the-role-of-the-AA,-10.30.2008.doc>

Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) – le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaïres doit, en tant qu'Agent administratif du Fonds :

- Déboursier des fonds à l'intention de chaque entité des Nations Unies bénéficiaire, conformément aux instructions du PBSO. En principe, l'Agent administratif procède à chaque versement dans un délai de 3 à 5 jours ouvrables après avoir reçu les instructions du PBSO, ainsi que le Formulaire de demande pertinent et le Descriptif de projet signé par tous les participants concernés ;
- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finals), sur la base des demandes soumises à l'Agent administratif par les entités des Nations Unies bénéficiaires, et fournir aux donateurs et au PBSO les rapports d'activité consolidés ;
- Procéder, dans le cadre du système du MPTF, à la clôture opérationnelle et financière du projet, une fois celui-ci déclaré officiellement achevé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire concernée (en joignant également le rapport narratif final, l'état financier final certifié et le document spécifiant le remboursement du solde) ;

Déboursier des fonds à l'intention de toute entité des Nations Unies bénéficiaire, afin de couvrir tout coût supplémentaire décidé par le PBSO, conformément au statut et aux règles du Fonds.

Responsabilité, transparence et rapports des entités des Nations Unies bénéficiaires

Les entités des Nations Unies bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son propre statut, ses propres règles, directives et procédures.

Chacune de ces entités tiendra un « grand livre » faisant état de la réception et de la gestion des fonds qui lui auront été versés par l'Agent administratif sur le budget du Fonds. Ce grand livre, autonome pour chaque entité, sera géré par l'entité en question conformément à ses règles, directives et procédures (y compris les règles régissant les intérêts). Chaque « grand livre » autonome sera soumis exclusivement aux procédures d'audit internes et externes établies dans le cadre du statut, des règles, des directives et procédures applicables à l'entité des Nations Unies concernée.

Chaque entité des Nations Unies bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Des rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juillet;
- Des rapports d'activité narratifs annuels, à soumettre dans un délai de 3 mois après la fin de l'année civile (31 mars);
- Des états financiers annuels en date du 31 décembre et concernant les fonds versés à l'entité en question par le Fonds, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril);
- Des rapports narratifs finals, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 4 mois (30 avril), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question. Le rapport final contiendra un résumé des réalisations et résultats en regard des buts et objectifs du Fonds;

- Des états financiers finals et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera envoyée à ce sujet au Bureau du MPTF, dans un délai de 6 mois (30 juin) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

Propriété du matériel, des fournitures et autres biens

La propriété du matériel, des fournitures et autres biens financés sur le budget du Fonds sera assumée par l'entité des Nations Unies bénéficiaire et responsable des activités. Les questions de transfert de propriété demandé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures de l'entité en question.

Information du public

Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

IRF – Cadre de résultat révisé

Pays : Central African Republic

Dates effectives du projet : December 2015 – October 2016

Domaine de priorité du Fonds : Le domaine prioritaire no. 2 du Fonds de consolidation de la paix, à savoir promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits et (2.1) la Réconciliation nationale

Théorie du changement de l'IRF :

Théorie de changement 1 : Si les acteurs de la vie politique sont mieux outillés au plan technique et organisationnel, s'ils sont plus impliqués dans le suivi du processus électoral et s'ils sont en mesure de veiller à la transparence des opérations de vote et de dépouillement, ils seront plus enclins à accepter les résultats des urnes, réduisant ainsi les risques de contestations violentes.

Théorie de changement 2 : Si les interventions du PBF sont mieux coordonnées et leur résultats mieux évalués, alors l'impact des appuis du Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies sera plus perceptible, et la stabilisation sera plus effective.

Résultats	Produits	Indicateurs	État d'avancée	Année 1	Année 2	Étapes
<p>Résultat 1 : Mise en œuvre de l'Accord de cessation des hostilités de Brazzaville</p>		<p>Indicateur de résultat :</p> <p>Indicateur 1.1 : L'amorçement d'un dialogue politique national de long terme</p> <p>Indicateur 1.2 : Un consensus politique des acteurs clés sur les questions principales de transition politique.</p> <p>Niveau de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accord de Cessation d'hostilités signé mais pas de dialogue institutionnel entre les parties prenantes pour résoudre les questions de transition qui restent <p>Cibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un cadre de dialogue est 				

	<p>pérennisé et inclut toutes les parties prenantes principales, y compris les représentants des groupes armés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un feuille de route est mise en place sur la résolution des questions clés liées à la transition politique 								
<p>Produit 1.1 Des structures et mécanismes de suivi et de mise en œuvre de l'Accord de Brazza mis en place et fonctionnels au niveau national et régional.</p>	<p>Indicateur de produit : Indicateur 1.1.1 : Existence des structures dont un secrétariat de la Commission de suivi de l'Accord de Brazza Indicateur 1.1.2 : Un Comité Technique de la COSAB mis en place et fonctionnel Niveau de référence : - Existence du Comité de pilotage du processus politique post-Brazza - Existence de la Commission de suivi de l'application de l'Accord de cessation des hostilités en RCA (COSAB) - Existence d'un Comité Technique de la COSAB Cible : 1 secrétariat de la COSAB fonctionnel 1 Comité Technique de la</p>								

<p>Cible : 5 forums au niveau préfectoral 1 forum au niveau national</p>		<p>Indicateur de produit Indicateur 13.2: Nombre de personnes ayant participé au forum national et aux concertations régionales par partie au conflit, avec l'implication des représentants des groupes armés (désagrégé par âge/sex)</p>		<p>Niveau de référence : 0</p>		<p>Cible : - 50 personnes et en moyenne 70% des groupes-cibles spécifiques représentés par forum régional de concertation, avec la représentation des principaux groupes armés au niveau régional.</p>		<p>- 300 personnes et en moyenne 70% des groupes-cibles spécifiques représentés au forum national, y compris toutes les parties principales du conflit, dont 40% de femmes</p>		<p>Indicateurs de résultat :</p>																			
	<p>Résultat 2 :</p>																												

Les capacités des acteurs et institutions dans le domaine de la transformation des conflits et de consolidation de la paix sont renforcées et institutionnalisées, y compris à travers la mise en place d'une architecture de paix inclusive et pérenne organisée à tous les niveaux.

Indicateur 2.1: Pourcentage de conflits communautaires modérés par des médiateurs locaux et taux de réussite

Niveau de référence:
Inconnu

Cible:

70% de conflits modérés par les médiateurs locaux

60% de conflits modérés avec succès au niveau local

Indicateur 2.2: Proportion des conflits modérés et le taux respectif de réussite par les structures de médiation et de dialogue mises en place au niveau national.

Niveau de référence:
Inconnu

Cible:

90% de conflits modérés par les médiateurs nationaux

50% de conflits modérés avec succès au niveau national

Indicateur 2.3: Pertinence et efficacité des structures, systèmes et nouvelles pratiques organisationnelles dans le domaine de la

	<p>Produit 2.1 Une analyse participative des facteurs de conflits, des acteurs, des mécanismes de résolution et des besoins permet de formuler des stratégies en matière de cohésion sociale et de réconciliation nationale.</p>	<p>en bonne relation avec leurs voisins</p> <p>Indicateur de produit : Indicateur 2.1.1 : Existence d'une analyse consensuelle des facteurs des conflits Niveau de référence Absence d'un document d'analyse des conflits détaillé et inclusive en RCA Cible : 1 rapport d'analyse des conflits consensuel disponible et validé d'abord par le Cluster moyens de subsistance et stabilisation des communautés (CMSSC) et ensuite lors d'un Atelier national de restitution</p>						
		<p>Indicateur de produit : Indicateur 2.1.2 : Existence d'une cartographie des capacités des acteurs en matière de réconciliation et de gestion des conflits, ainsi que de leurs besoins Niveau de référence : Mapping très sommaire établi par le Cluster Moyens de Subsistance et Stabilisation des Communautés</p>						

		<p>Cible : Une cartographie des besoins des acteurs en matière de consolidation de la paix validée par le Cluster moyens de subsistance et stabilisation des communautés (CMSSC)</p>	
<p>Produit 2.2 Un réseau de médiateurs et de facilitateurs nationaux mis en place et opérationnel à travers les structures préfectorales et locales en vue de renforcer le dialogue politique et accompagner la mise en œuvre des accords de paix.</p>		<p>Indicateur de produit : Indicateur 2.2.1 : Nombre de médiateurs internes identifiés, recrutés, formés, organisés, structurés en réseaux et opérationnels (désagrégé par âge/sexé). Indicateur 2.2.2 : Appréciation par les médiateurs de leurs propres capacités à intervenir efficacement dans la résolution pacifique des conflits</p>	
		<p>Situation de référence : Absence d'un répertoire de médiateurs internes actifs en RCA</p>	
		<p>Quasi-absence ou très faibles capacités des acteurs en matière de médiation des conflits</p>	
		<p>Cible : 2 médiateurs par localité-cible (30% du total sont des</p>	

	<p>transformation des conflits et de la consolidation de la paix mis en place au sein du ministère de la réconciliation (en fonction des besoins identifiés dans le cadre de l'évaluation institutionnelle)</p> <p>Niveau de référence Capacités du ministère de la réconciliation très faibles à tous les niveaux</p> <p>Absence d'une évaluation des capacités et des besoins</p> <p>Cible 70% d'objectifs fixés sont atteints à la fin du projet sur la base du Plan d'action d'appui convenu avec le ministère de la réconciliation</p> <p>Indicateur 2.4: % d'augmentation du nombre des membres des communautés disant être en bonne relation avec leurs voisins (désagrégé par âge/sex)</p> <p>Niveau de référence: Inconnu</p> <p>Cible: 70% de membres des communautés disant être</p>

		<p>Produit 2.3 :</p> <p>Les structures et mécanismes relatifs à l'architecture de paix (plateforme nationale, régionale et structure locale) sont mises en place et rendues fonctionnelles dans les zones-cibles du projet.</p>	<p>Indicateur de produit :</p> <p>Indicateur 2.3.1 : Existence des structures et mécanismes de médiation et de dialogue au niveau national, régional et local</p> <p>Indicateur 2.3.2 : Proportion de femmes dans les différentes structures de paix, au niveau national, régional et local</p> <p>Niveau de référence :</p> <p>Absence d'une architecture nationale pour de règlement pacifique des différends, assurer la médiation et faire en sorte que les conflits ne dégèrent et se propagent</p> <p>Cible :</p> <p>1. plateforme de médiation et de dialogue au niveau national</p> <p>1. structure régionale mise en place dans la zone d'intervention</p> <p>- Au moins une structure locale de paix dans la zone</p>	<p>femmes)</p> <p>- 60 % de conflits modérés par les médiateurs</p> <p>- 70 % de médiateurs satisfaits de l'efficacité de leur travail de médiation</p>																
--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

		<p>d'intervention - 30% de médiateurs sont des femmes</p>									
	<p>Produit 2.4: Le Gouvernement et d'autres acteurs institutionnels disposent des capacités nécessaires pour la coordination de la mise en œuvre de la stratégie nationale et du plan d'urgence en matière de réconciliation nationale.</p>	<p>Indicateur de produit: Indicateur 2.4.1: Nombre d'initiatives gouvernementales appuyées dans la mise en œuvre de la SNR Indicateur 2.4.2: Niveau de couverture nationale par campagne médiatique pour informer la population et sensibiliser à la stratégie de réconciliation nationale Situation de référence: Niveau encore insuffisant des capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles du RNDP et de ses partenaires clés pour la conduite de la mise en œuvre de la SNR Cible: - Au moins 20% d'initiatives gouvernementales sont appuyées - Au moins 3 structures, 2 systèmes et nouvelles pratiques organisationnelles dans le domaine de la transformation des conflits et de la consolidation de la</p>									

											<p>paix - 70% de couverture nationale par la campagne médiatique pour informer la population et la sensibiliser à la SRN</p>	<p>Indicateur de produit : Indicateur 2.5.1 : Nombre d'acteurs communautaires engagés dans des actions de résolution de conflit dans les zones d'intervention du projet (désagrégé par âge/sex) Indicateur 2.5.3 : % d'associations ou de groupements mixtes (regroupant des personnes de sensibilités différentes) appuyées par le projet et fonctionnelles 6 mois après leur démarrage (désagrégé par âge/sex) Situation de référence : Faible rôle et capacités de leaders de groupes armés civils, traditionnels, politique et religieux dans le domaine de la médiation et de réconciliation Cible : 50% d'augmentation du nombre d'acteurs communautaires engagés dans</p>	<p>Produit 2.5 : Le rôle et les capacités des leaders des groupes armés, politiques, religieux et de la société civile sont renforcés dans les domaines de la médiation et de la réconciliation</p>
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

		<p>Situation de référence Manque de sensibilité aux conflits dans la production des contenus d'information dans les médias en RCA</p> <p>Discours de haine, particulièrement dans la presse écrite (19%)</p> <p>Les magazines dédiés aux questions de genre représentent moins de 1% des grilles de programme</p> <p>Cible : 60% de réduction de discours de haine 70% des radios ont un contenu de programmation sensible au conflit 80% de zones ciblées sont couvertes par les messages axés sur la promotion de la paix.</p>							
<p>Description du résultat 3 : Les programmes de réintégration et de relèvement socio-économiques dans les zones d'action contribuent à apaiser les tensions et</p>		<p>Indicateur de résultat: Indicateur 3.1 Le changement de comportement au sein des communautés-cibles, se traduisant par une amélioration des contacts</p>							

⁷ Internews Network, «Media content in the Central African crisis: an overview and solutions for further peace-building and governance interventions», <https://www.internews.org/research-publications/media-content-central-african-crisis-overview-and-solutions-further-peace>, May 2014

		<p>institutions juridiques et de sécurité dans la plupart des zones-cibles</p> <p>Nombreux cas d'injustice, de violation des droits de l'homme et d'intolérance ethnique et religieuse</p> <p>Cible :</p> <p>En moyenne, 70 % de répondants manifestent un sentiment de sécurité individuelle et collective au regard des critères confessionnels, ethniques et politiques</p> <p>En moyenne, 60% de répondants ont confiance dans l'administration publique, les institutions juridiques et de sécurité</p>					
	<p>Produit 3.1:</p> <p>Les interactions entre différents acteurs dans les communautés ciblées favorisent le retour et la réintégration des ex-combattants, des exilés et des personnes déplacées internes</p>	<p>Indicateur de produit:</p> <p>Indicateur 3.1.1 : % d'augmentation de personnes retournées (PI et exilés) et présentes pendant au moins 4 mois dans leur lieu de retour;</p> <p>Indicateur 3.1.2 : % de diminution d'incidents entre les exilés et (PI) de retour et les membres des communautés d'accueil, y compris les cas de violence</p>					

		<p>envers les femmes</p> <p>Situation de référence :</p> <p>Environ 568 000 de PDI, dont 25% à Bangui.</p> <p>Environ 350 000 réfugiés centrafricains dans les pays voisins (dont environ 98 000 au Tchad et 185 000 au Cameroun).</p> <p>Rythme des retours très lent suite à la persistance de l'insécurité et l'instabilité, en plus des conditions précaires : matérielles (logement, biens non-alimentaires, semences et outils agricoles), tensions sociales, et conditions légales (accès à ses biens, à la justice, etc.)</p> <p>Cible :</p> <p>70% de contacts positifs entre groupes antagonistes</p> <p>60% de diminution d'incidents de violence entre groupes antagonistes</p> <p>80% de personnes de retour dans leurs communautés et ayant resté pendant au moins 4 mois.</p>										
	<p>Produit 3.2: La restauration des structures</p>	<p>Indicateur de produit: <u>Indicateur 3.2.1</u> : Nombre et</p>										

	<p>administratives, juridiques, de sécurité et des services sociaux de base contribuent à l'instauration d'une paix durable.</p>	<p>nature des services publics restaurés et effectivement au service des populations dans chacun des secteurs prioritaires: Administration publique (Préfet, -s/préfets et autres agents de l'État); Sécurité (police et gendarmerie); Justice, Éducation et Santé</p> <p>Situation de référence⁹</p> <p>56,3% des bâtiments des bureaux administratifs des préfets sont entièrement non fonctionnels contre 64,8% pour les sous-préfectures.</p> <p>12,5% des bureaux des préfectures contre 18,3% des sous-préfectures ont été délocalisés à cause du pillage ou pour des raisons d'insécurité.</p> <p>Les bureaux des responsables (préfets et sous-préfets) des services déconcentrés de l'administration préfectorale sont en état de délabrement.</p> <p>Le taux de présence</p>												
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

⁹ Données plus détaillées dans le Rapport d'Évaluation Rapide des Besoins en Redéploiement de l'Administration Préfectorale et Services sociaux de Base, PNUD-Bangui, novembre 2014.

		<p>régulière au poste de travail des agents des services déconcentrés de l'administration territoriale est passé de 62,1% avant décembre 2012, à 9,2% entre juillet-août 2014.</p> <p>Le taux d'unités de gendarmerie fonctionnelles est estimé à 69,9%. Seulement 58% de commissariats de police sont fonctionnels.</p> <p>Cibles</p> <p>80% d'objectifs fixés dans le cadre du Plan d'action établi sur la base d'un exercice d'évaluation des besoins</p>					
<p>Résultat 4 : Les candidats aux élections (présidentielle et législative) et les formations politiques sont mieux outillés pour une participation de qualité au processus électoral et contribuent à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.</p>		<p>Indicateurs de résultat : Indicateur 1.1 : La campagne électorale se déroule dans un contexte apaisé et dans le respect de la diversité d'opinion Indicateur 1.2 : Les candidats et les partis politiques utilisent les voies légales de recours en cas de litiges électoraux</p> <p>Situation de référence : Les élections en RCA se sont toujours déroulées dans un climat de tension, les</p>					

55

		<p>résultats des scrutins sont régulièrement fait l'objet de contestation violente par les partis politiques et les candidats aux élections</p> <p>Cibles: 80% des représentants des Candidats et Partis politiques sont informés sur les voies légales de recours en cas de litiges électoraux et formés à la surveillance électorale 80% des Candidats et partis politiques ont reçu une formation sur l'élaboration de projets de société ; 70% des Candidats et partis politiques engagés dans les élections ont choisi des voies légales pour leurs revendications.</p>						
--	--	---	--	--	--	--	--	--

	<p>Produit 4.1 Les partis politiques et les candidats aux élections proposent des projets de société répondant aux besoins des populations et concourant à la consolidation de la cohésion sociale.</p>	<p>Indicateur de produit Indicateur 4.1.1 : Nombre de candidats aux élections participants aux formations sur la formulations de projets de société et mettant en application les recommandations reçues potentiels Indicateur 4.1.2 : Nombre de candidats et de formations politiques acceptant de participer au séminaire sur les techniques de gestion pacifique d'une campagne électorale Indicateur 4.1.3 : Nombre de candidats aux élections et de partis politiques acceptant de participer aux séminaires sur les enjeux des élections Niveau de référence : Inexistence de cadres stratégiques internes permettant la structuration de projets de société au sein des partis et formations politiques Inexistence d'outils d'évaluation et d'analyse des besoins socio-économiques réels des</p>				
--	--	--	--	--	--	--

55

		<p>populations</p> <p>Cible : 80% des potentiels candidats aux élections ont bénéficié des formations</p> <p>80% des candidats et des partis ont lancé au moins un appel à des élections apaisées à l'intention de leurs partisans et des populations</p> <p>80% des formations politiques ont rendu public leur projet de société</p>														
	<p>Produit 4.2 Les représentants des candidats et des partis politiques sont formés pour assurer un suivi technique approprié des opérations de vote et veiller au bon déroulement des scrutins.</p>	<p>Indicateurs de produit :</p> <p>Indicateur 4.2.1 : 60 Maîtres formateurs des Candidats et partis politiques sont formés à la surveillance des opérations de votes et à la gestion pacifique des litiges électoraux ;</p> <p>Indicateur 4.2.3 : 30.000 guides d'appui à la surveillance électorale sont conçus et distribués aux candidats, aux formations politiques et à leurs membres à titre de supports ;</p> <p>Indicateur 4.2.4 : 80% des</p>														

Candidats et 80% des partis politiques ayant bénéficié du renforcement en surveillance électorale ont procédé à la formation et au déploiement de leurs représentants dans les bureaux de vote, le jour des scrutins	Niveau de référence: les Candidats et partis politiques ne disposent pas de compétences en matière de techniques de surveillance professionnelle et holistique des élections	Cible :	80% des candidats et 80% des partis politiques sont à même de veiller au bon déroulement des opérations de vote	60% des bureaux de vote sont couverts par des représentants des Candidats et partis politiques le jour des scrutins pour le monitoring des opérations de vote et de dépouillement	90% des contestations sont présentées devant les juridictions compétentes sans recours à la violence																																																																																																																																																								

	<p>Produit 4.3 : Les candidats et partis politiques engagés dans le processus électoral sont dotés d'un code de bonne conduite pour un environnement électoral apaisé.</p>	<p>Indicateur 4.3.1 : Un projet de code de bonne conduite électoral est élaboré de façon consensuelle par les partis politiques et les candidats</p> <p>Indicateur 4.3.2 : Un code de bonne conduite électoral est adopté et respecté par les candidats aux scrutins et les partis politiques</p> <p>Niveau de référence : Absence d'un cadre moral approprié pouvant régir l'exercice politique des formations et des candidats aux élections</p> <p>Cible : # de signataires communiquant au moins une fois sur les points figurant dans le code de bonnes conduites 70% des candidats et partis politiques adoptent un comportement respectueux du code de bonne conduite électoral 100% des votants informés du contenu du code de bonne conduite signé par les candidats aux élections et les formations politiques</p>								
--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

<p>Résultat 5 : La coordination, le suivi et l'évaluation des projets de l'IRF est améliorée en RCA</p>	<p>Produit 5.1 L'unité de Coordination et de suivi-évaluation des projets est mise en place et opérationnelle;</p>	<p>Indicateurs de résultat : Indicateur 5.1.1 : Les RUNOS bénéficiaires des fonds du PBF interviennent de façon coordonnée sur le terrain</p> <p>Indicateur 5.1.2 : L'évaluation de l'impact des interventions est complète et prend en compte l'ensemble des RUNOS</p> <p>Niveau de référence : Manque de coordination dans les interventions</p> <p>Cibles: Existence d'un cadre d'échange et de travail entre les différents RUNOS</p>	
		<p>Indicateur de produit : Indicateur 5.1.1 : Le Coordinateur international, l'expert national en suivi et évaluation, l'assistant (e) administratif (ve) et financier (ère), le chauffeur sont recrutés et dotés des équipements nécessaires à l'exécution de leurs tâches</p> <p>Indicateur 5.1.2 : Un cadre de suivi et d'évaluation incluant les missions de terrain est élaboré en</p>	

	<p>Produit 5.2: Les interventions financées par l'IRF sont mieux coordonnées; les RUNOS intervenants de façon complémentaire</p>	<p>Indicateur de produit: <u>Indicateur 5.2.1:</u> Une cartographie des interventions financées par l'IRF est réalisée, ainsi qu'un cadre de résultats commun pour mieux évaluer l'impact des interventions et identifier les gaps à combler <u>Indicateur 5.2.2:</u> Les agences et programmes bénéficiant de l'IRF se rencontrent à intervalles réguliers grâce à la facilitation de l'Unité de coordination</p> <p><u>Indicateur 5.2.3:</u> Les interventions des RUNOS sont mieux coordonnées et plus complémentaires de manière à optimiser l'utilisation des ressources et à améliorer l'impact des interventions</p> <p>Situation de référence: Les RUNOS opèrent de façon indépendante et peu coordonnée</p> <p>Cible 1: 50% des interventions sont organisées en complémentarité</p> <p>Cible 2: 100% des rapports</p>		
--	---	---	--	--

	produits aux dates mandataires et conformes aux exigences de P850				
	<p>Indicateur de produit</p> <p>Indicateur 5.3.1 : Les partenaires nationaux et les partenaires d'exécution sont mieux formés aux outils de gestion et aux bonnes pratiques dans la mise en œuvre des projets</p> <p>Indicateur 5.3.2 : Des bulletins d'informations réguliers sont produits à l'intention des partenaires nationaux, des partenaires d'exécution, des agences et programmes des Nations Unies intervenant en RCA</p> <p>Niveau de référence:</p> <p>Les partenaires nationaux ne sont pas suffisamment informés sur les interventions du PBF en RCA</p> <p>Cible : 100% des partenaires nationaux et internationaux présents en RCA sont informés sur les interventions du PBF</p>				
	<p>Produit 5.3</p> <p>Les partenaires nationaux, les partenaires d'exécution et les bénéficiaires sont mieux familiarisés avec les outils du PBF</p>				

<p>Résultat 6 : Le Gouvernement dispose des capacités nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie globale de réconciliation nationale et de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation.</p>		<p>Indicateur de résultat : Indicateur : Le Ministère dispose des outils et capacités nécessaires pour coordonner la politique nationale de réconciliation en RCA ; Indicateur : La Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation est créée et opérationnelle ; Niveau de référence : Le GoCAR dispose d'une Stratégie globale de réconciliation et d'un Plan national de relèvement et de consolidation de la paix ; Le décret portant création du Comité Stratégique de la CVJRR est élaboré ; Cibles : - Le MASRN dispose d'un cadre de suivi et d'évaluation du processus de réconciliation au niveau national ; - La proposition de loi portant création de la CVJRR est inclusive et prend en compte les aspirations des populations ;</p>						<p>Les activités devront contribuer à doter les Ministère des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale (MASRN) des compétences techniques nécessaires à la conduite d'une politique de réconciliation cohérente et d'une CVJRR répondant aux aspirations des populations centrafricaines</p>
--	--	--	--	--	--	--	--	---

<p>Produit 6.1 : La Stratégie globale de réconciliation nationale et les recommandations du FNB sont déclinées en plan d'action pluriannuel).</p>	<p>Indicateur de produit : Indicateur 6.1.1 : Le plan d'action triennal de la Stratégie globale de réconciliation est disponible et mis en œuvre. Niveau de référence : Stratégie globale de réconciliation élaborés et disponible (2014) ; Plan National de Relevement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) élaboré et validé par les acteurs nationaux. Aucun plan d'action triennal disponible pour mise en œuvre. Cible : Un plan d'action détaillé et validé par les acteurs gouvernementaux. Un cadre de suivi et une méthodologie d'évaluation élaborée et disponible ;</p>	<p>Les activités consisteront à mettre à la disposition du MASRN de l'expertise technique pour élaborer un plan d'action triennal en cohérence avec le RCPCA ; le plan d'action fera l'objet d'une validation par le Ministre assorti d'un cadre de suivi et d'évaluation pertinent.</p>
<p>Produit 6.2 : Les capacités techniques et opérationnelles du Ministère en charge de la Réconciliation sont renforcées ;</p>	<p>Indicateur de produit : Indicateur 6.2.1 : Niveau de maîtrise des outils d'analyse de gestion et de prévention des conflits ; Indicateur 6.2.2 : Niveau de maîtrise des outils de suivi</p>	<p>Il s'agira ici d'organiser de mettre à la disposition du MASRN une expertise en charge d'évaluer les capacités des cadres et agents et d'élaborer un plan de formations sur...</p>

55

		<p>et d'évaluation d'impact.</p> <p>Niveau de référence :</p> <p>Le Ministère est opérationnel et dispose d'effectifs en cadre et personnel d'appui ;</p> <p>Cible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les outils d'analyse, de gestion et de prévention des conflits sont acquis et maîtrisés par les acteurs gouvernementaux ; - 2 sessions de formations sur les RBM (gestion axée sur les résultats) organisés pour les cadres du Ministère ; - 1 plan de mobilisation des ressources élaboré et validé par le département ; 						<p>la gestion/prévention des conflits et le RBM. Le consultant devra aussi appuyer le département dans l'élaboration d'un plan de mobilisation des ressources pour appuyer 1) renforcer les capacités opérationnelles du ministère, 2) financer la mise en œuvre du plan triennal, 3 financer les étapes préliminaires et le fonctionnement de la CVJRR</p>
	<p>Produit 6.3 : Un plan de communication et de sensibilisation à la paix et à la réconciliation est élaboré et mis en œuvre ;</p>	<p>Indicateur de produit :</p> <p>Indicateur 6.3.1 : Nombre de messages clés relatifs à la promotion de la cohésion sociale, à la lutte contre l'impunité et à la facilitation des retours sont élaborés et validés ;</p> <p>Indicateur 6.3.2 : Nombre d'organisations de la société civile engagées à promouvoir la paix et à</p>						<p>Un consultant sera mis à la disposition du MASRN et des OSC pour élaborer un plan de communication adapté aux différentes cibles (communautés, leaders religieux, organisations féminines, acteurs politiques...).</p> <p>La mise en œuvre du plan de communication</p>

	<p>fonctionnels dans les zones cibles du projet.</p>	<p>Bangui et en périphérie</p> <p>Cible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 17 plateformes préfectorales créées et opérationnelles - 1 coordination nationale créée 				
	<p>Produit 6.5 : La RCA bénéficie de l'accompagnement nécessaire, la préparation et à la tenue des consultations locales visant à installer la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation (CVJR)</p>	<p>Indicateur de produit :</p> <p>Indicateur 6.5.1 : Niveau de maîtrise des outils méthodologiques pour la conduite des consultations</p> <p>Indicateur 6.5.2 : Nombre d'acteurs formés sur les outils de collecte et le traitement des données de terrain</p> <p>Niveau de référence : Méthodologie de consultation inexistante</p> <p>Cible :</p> <p>1 manuel méthodologique sur les collecte de données validées par les acteurs nationaux</p>				<p>Activités menées en collaboration avec la Division des Affaires politiques, la Division des Droits de l'Homme, la Division des Affaires Civiles de la MINUSCA et les acteurs nationaux en charge de la conduite du processus</p>